



Quelle(s) responsabilité(s) pour les personnes intervenant dans le dispositif des soins sans consentement?

Sophie Théron, Maître de Conférences de droit public (HDR),
Université Toulouse Capitole, Institut Maurice Hauriou

INTRODUCTION

I. La responsabilité civile

A. La responsabilité en cas de dommages résultant d'une décision d'admission ou d'une procédure d'admission en soins irrégulière

B. La responsabilité en cas de dommages causés lors de la prise en charge du patient

II. La responsabilité pénale : les infractions du médecin au code pénal

A. En cas de dommages causés au patient

B. En cas de dommages causés par un patient



INTRODUCTION

- Responsabilité juridique (distincte d'une responsabilité disciplinaire)
- Pluralité des personnes responsables
- Action des patients, proches ou représentants/ Action des tiers-
Dommages causés aux patients/ par le patient
- Action devant le juge judiciaire (civil ou pénal) ou devant le juge administratif
- Responsabilité civile (juge judiciaire-ou juge administratif)/ responsabilité pénale



I. La responsabilité civile

A. La responsabilité en cas de dommages résultant d'une décision d'admission ou d'une procédure d'admission en soins irrégulière

1/ dommages résultant d'une décision d'admission irrégulière

- Dommages subis par le patient
- L 3216-1 du Code de la santé publique « le tribunal de grande instance (TGI) statue sur les demandes en réparation des conséquences dommageables résultant pour l'intéressé des décisions administratives [relatives à l'admission en soins sans consentement] ».
- Le juge répare intégralement le préjudice qui découle de l'irrégularité de la décision d'admission



2. dommages résultant d'une procédure d'admission irrégulière

- **Faute commise par le médecin** (faux certificats).

B. La responsabilité en cas de dommages causés lors de la prise en charge du patient

1/ dommages causés dans l'établissement

Responsabilité pour faute, parfois du médecin, le plus souvent de l'établissement

- ❖ **Lorsque le malade est soigné dans un établissement privé : compétence du Juge judiciaire**
- ❖ **Lorsque le malade est soigné dans un établissement public : mise en jeu de la responsabilité devant le juge administratif**

Possibilité de dommages à un tiers mais le plus souvent dommages subis par le patient

❑ La recherche d'une faute simple de l'établissement

pour l'abandon par le juge de la faute lourde en matière d'acte médical : CE Ass. 10 avril 1992 *Epoux V.* Pour la confirmation par la loi du 4 mars 2002, v. l'art. précité L 1142-1 I CSP.

pour l'abandon de la faute lourde s'agissant du défaut d'organisation et de fonctionnement et particulièrement du défaut de surveillance en matière psychiatrique, v. CE 5 janv. 1966 *Hawezack*

❑ Les manifestations possibles de la faute

✓ la faute de l'établissement dans la méthode de prise en charge

-Un dommage **causé au patient peut résulter de la prescription ou au contraire de l'absence de prescription** de médicaments –psychotropes- ou de thérapeutiques

-La responsabilité peut aussi être recherchée pour **inadéquation de la méthode thérapeutique ou du mode d'hospitalisation et plus largement pour une prise en charge inadaptée**

✓ Le défaut d'organisation et de fonctionnement du service

Le plus souvent, le dommage résulte d'un **défaut de surveillance ou de sécurité de l'établissement.**

Parfois, il y a à la fois un défaut d'organisation et un défaut de surveillance

✓ La combinaison de plusieurs catégories de fautes

des fautes médicales –et des fautes dans l'organisation du service –

2/ dommages causés hors de l'établissement

l'action sera nécessairement portée devant le juge administratif

❖ ***Lorsque le patient est sous le régime des soins sans consentement***

❑ **Dans le cas d'une fugue**

-dommage subi ou causé par le patient

- **prise en charge inadéquate ou défaut d'organisation ou de fonctionnement du service**

-**manquement de l'établissement à son devoir d'information**

❑ **Dans le cas d'une sortie d'essai**

- Évoquer la responsabilité pour faute ne peut être que limité (CE 13 juil. 1967
Département de la Moselle)

❑ **Dans le cas d'un programme de soins**

-**le tiers sera susceptible d'évoquer une faute de l'établissement liée à l'inadaptation de la forme de prise en charge proposée. La solution pourra être la même si le patient subit un dommage**



❖ *Lorsque le patient n'est pas sous le régime des soins sans consentement*

❑ *Lorsqu'il n a pas été placé sous ce régime*

Recherche éventuelle d'une responsabilité des autorités de police

❑ *Lorsqu'il n'est plus sous ce régime*

Recherche d'une faute des autorités de police ou de l'établissement d'accueil



II. La responsabilité pénale: La responsabilité des médecins en cas d'infractions au code pénal

- Élément **matériel et psychologique**
- l'infraction peut être **intentionnelle ou non intentionnelle**
En cas d'infraction non intentionnelle, causalité directe ou indirecte
exigence d'une **faute caractérisée**.

Art. 121-3 al.4 du C. pénal. Et plus largement, v. l'art 121-3 du Code pénal dans son intégralité.



A. En cas de dommages causés au patient

1/la commission d'une infraction intentionnelle

- EX. CA Orléans 11 sept.2013 n°13/00082

2/la commission d'une infraction non intentionnelle

- ❖ ***Lorsque le médecin est l'auteur direct du dommage***
- ❖ ***Lorsque le médecin est l'auteur indirect du dommage***
- poursuite pour homicide involontaire suite au décès d'une patiente en hospitalisation à la demande d'un tiers : CA Versailles 16 juin 2015 et Cass. Crim 27 sept. 2016.
- Sur l'homicide involontaire, cf l'art 221-6 du Code pénal.



B. En cas de dommage causé par un patient dangereux à un tiers

1/la possibilité d'une infraction liée à la non-intervention des autorités à titre préventif ?

2/la possibilité d'une infraction liée à la décision de sortie du patient

- Tribunal correctionnel Marseille 18 déc. 2012
- CA Aix en Provence 31 mars 2014
- Cass. Crim. 15 sept. 2015